

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2018/14663]

18 OCTOBRE 2018. — Arrêté 2018/1219 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de participation par des activités collectives, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 7, 47, 71, alinéa 1^{er}, 3^o, 72, 75, 77 et 119;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juin 2018;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 21 juin 2018;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 21 juin 2018;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 2 juillet 2018;

Vu l'avis du Comité de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, donné le 19 octobre 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 21 juin 2018;

Vu l'avis n° 64.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 56 à 58 et 88;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES ET DEFINITIONS

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;
- 2° le SPFB : les services du Collège de la Commission communautaire française (Service public francophone bruxellois);
- 3° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;
- 4° le service : le service de participation par des activités collectives défini à l'article 56 du décret;
- 5° l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13° du décret, qui organise un service de participation par des activités collectives;
- 6° l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle;
- 7° le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02.

CHAPITRE 2. — MISSIONS

Art. 3. La mission d'organisation d'activités collectives de volontariat au profit de la société visée à l'article 56, 1° et 3° du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

- 1° l'accueil à temps plein ou à temps partiel, en journée, de personnes handicapées et de personnes valides qui exercent ensemble des activités diversifiées générant une production de biens ou de services au profit de la société;
- 2° l'encadrement technique, formatif et éducatif adapté aux activités développées et aux spécificités des personnes accueillies, à l'exclusion de toute intervention médicale ou paramédicale.

Art. 4. La mission de valorisation des compétences de la personne handicapée par sa participation à des activités collectives de volontariat visée à l'article 56, 2° et 4° du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

- 1° le soutien individualisé à la personne handicapée pour mettre en œuvre son projet de volontariat au travers des activités proposées en tenant compte de ses souhaits et de ses capacités;
- 2° l'adaptation individualisée des tâches, le développement des compétences et la mise en œuvre d'aménagements raisonnables;
- 3° le suivi et l'évaluation pendant la période de la convention de volontariat entre la personne handicapée et le service.

CHAPITRE 3. — NORMES D'AGREMENT

SECTION 1^{re}. — NORMES DE QUALITE

Art. 5. Le service se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 6. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du service indique le nom du service, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de la rédaction du document.

Art. 7. Le service rend accessible aux personnes handicapées les documents qui leur sont destinés.

Art. 8. Le service collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 9. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le service les assurances suivantes :

- 1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occupe;
- 2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl;
- 3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

SECTION 2. — NORMES RELATIVES A L'INFRASTRUCTURE

Art. 10. Le service établit son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 11. Le service dispose de locaux qui permettent :

- 1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 3 et 4;
- 2° d'assurer un entretien individuel avec une personne handicapée permettant le respect de la confidentialité.

Art. 12. Le service assure l'accessibilité de ses locaux en tenant compte des spécificités du public accueilli.

SECTION 3. — NORMES RELATIVES A L'ORGANISATION

Art. 13. Le service rédige un projet de service. Il précise au minimum :

- 1° les valeurs sur lesquelles repose les missions du service;
- 2° ses missions et son public cible;
- 3° son offre de services;
- 4° la description du service et ses règles de fonctionnement;
- 5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes handicapées;
- 6° les périodes de fermeture du service, sans dépasser 60 jours ouvrables par an;
- 7° les modalités de la participation des personnes volontaires handicapées, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret;
- 8° les modalités de la participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 4° du décret;
- 9° les modalités de la mise en œuvre d'une démarche de réseau, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 5° du décret;
- 10° les modalités de l'évaluation du projet individualisé des personnes handicapées, en y incluant leur participation.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel.

Art. 14. Le service dispose :

- 1° de plages horaires d'activités destinées aux personnes handicapées et valides, réparties du lundi au vendredi et couvrant au moins 28 heures par semaine. Si la nature de l'activité le justifie, certaines plages d'activités en week-end sont autorisées;
- 2° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique, d'un téléphone mobile et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du service;
- 3° d'un site internet régulièrement mis à jour qui présente les activités développées par le service et qui est rendu accessible au public-cible.

SECTION 4. — NORMES RELATIVES AU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Art. 15. Les membres du personnel du service correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplôme qui sont déterminées à l'annexe III de l'arrêté NM.

Le caractère pluridisciplinaire de l'équipe est assuré.

Art. 16. Toute fonction rémunérée dans le service est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 17. Lors du premier engagement d'un membre du personnel, le service dispose d'un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le service évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes accompagnées.

Art. 18. Le service tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le service et le travailleur, et ses modifications ultérieures;
- 2° une copie des titres et diplômes utiles à la fonction;

- 3° les attestations prouvant l'ancienneté;
- 4° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 17;
- 5° les formations suivies par le travailleur depuis son engagement;
- 6° tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 19. Le service assure la formation continuée des membres du personnel en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre 2.

SECTION 5. — NORMES RELATIVES AUX PERSONNES VOLONTAIRES HANDICAPEES ET VALIDES

Art. 20. Chaque service est agréé pour assurer les missions décrites aux articles 3 et 4 en faveur d'un nombre maximum de personnes volontaires handicapées et valides qu'il lui est permis d'accueillir simultanément. Ce nombre maximum est sa capacité agréée.

La capacité agréée minimum d'un service est de 10 personnes volontaires. Ce nombre est réduit à 5 si l'asbl dispose également d'un agrément en tant que service de logement inclusif ou de logement collectif adapté dans le cadre du décret.

La capacité agréée maximum d'un service est de 20 personnes volontaires.

La décision d'agrément adoptée par le Collège précise la nature des activités entreprises.

Art. 21. Parmi l'ensemble des personnes volontaires handicapées et valides qui ont signé avec le service une convention de volontariat visée à l'article 27, entre 10 et 30 % sont valides.

Art. 22. Le service complète chaque jour d'activités un registre de présences des personnes volontaires handicapées et valides. Le taux mensuel moyen de présence calculé sur base du nombre de jours d'activités du service pendant le mois considéré doit atteindre au moins 80 % de la capacité agréée.

Art. 23. La personne handicapée qui n'est pas encore admise au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions du service. Elle introduit une demande d'admission au Service PHARE au plus tard dans les 9 mois à compter de la prise d'effet de la convention de volontariat visée à l'article 27.

Pendant cette période, elle est prise en compte dans les nombres repris à la présente section.

Art. 24. L'intervention du service ne doit pas faire l'objet d'une demande d'intervention introduite auprès du Service PHARE par la personne handicapée.

SECTION 6. — NORMES RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE LE SERVICE ET LA PERSONNE HANDICAPEE OU VALIDE VOLONTAIRE

Art. 25. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur. Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du service à l'égard de la personne volontaire handicapée ou valide;
- 2° les droits et devoirs de la personne volontaire handicapée ou valide;
- 3° l'évaluation du projet de volontariat de la personne volontaire handicapée ou valide, tous les 18 mois;
- 4° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement;
- 5° les mesures mises en œuvre lorsqu'un bénéficiaire contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel;
- 6° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et du président du conseil d'administration;
- 7° les dispositions prises en matière de versement ou non d'une indemnité forfaitaire journalière en application de l'article 26;
- 8° la disposition inscrite à l'article 29;
- 9° les dispositions prises en application de l'article 30;
- 10° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le service;
- 11° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel et en incluant la participation des personnes volontaires handicapées et valides.

Art. 26. Le service peut verser aux personnes volontaires handicapées et valides une indemnité forfaitaire journalière sur base de leurs jours de présence repris dans le registre de présences visé à l'article 22.

Cette indemnité correspond au montant maximum de l'indemnité forfaitaire journalière prévue par la loi du 3 juillet 2005 relative au droit des volontaires, dans le respect des modalités de mise en œuvre et du plafond annuel que cette loi précise.

Dans cette hypothèse, aucun autre avantage ne peut être octroyé aux personnes volontaires handicapées et valides.

Art. 27. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3 et 4, une convention de volontariat écrite telle que définie par la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires est conclue et signée entre le service et la personne volontaire handicapée ou valide.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la date de prise d'effet de la convention et sa durée;
- 3° la nature et la description de l'activité;
- 4° le lieu d'exécution de la convention;
- 5° les horaires de l'activité;
- 6° les modalités de versement et le montant de l'indemnité forfaitaire éventuellement octroyée pour l'activité prestée;
- 7° la fourniture et l'entretien par le service des vêtements spécifiques à la réalisation de l'activité;

- 8° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée;
- 9° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la convention; la personne volontaire handicapée ou valide participe à cette évaluation;
- 10° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 13 et 25 sont expliqués et remis contre accusé de réception et moyennant signature pour accord à la personne volontaire handicapée ou valide.

Art. 28. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3 et 4, un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne volontaire handicapée ou valide avec laquelle une convention est signée.

Il comprend au moins :

- 1° la demande et/ou le rapport de l'entretien initial avec la personne;
- 2° la convention de volontariat telle que décrite à l'article 27;
- 3° l'attestation de réception du projet de service et du règlement d'ordre intérieur par la personne volontaire lors de la signature de la convention de volontariat;
- 4° les données individuelles nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 5° le tableau des présences effectives du volontaire au sein du service;
- 6° le suivi et les évaluations de la mise en œuvre de la convention.

Art. 29. Le service ne peut conditionner ses interventions à une quelconque contrepartie.

Art. 30. La participation des personnes handicapées prévue à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret se traduit par un processus annuel consultatif individualisé adapté aux spécificités des personnes handicapées et déterminé par le service.

SECTION 7. — NORMES RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE LE SERVICE ET LE SERVICE PHARE

Art. 31. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activité.

Il contient au minimum :

- 1° des informations globalisées sur le nombre de volontaires handicapés et valides accueillies dans le cadre des missions visées aux articles 3 et 4, telles que l'âge, le sexe, le handicap, le domicile, les objectifs et les résultats;
- 2° le nombre total des présences effectives et les taux mensuel de présence en distinguant les volontaires handicapés et valides;
- 3° l'évaluation de la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 13;
- 4° les faits marquants de l'activité du service;
- 5° les modalités de mise en œuvre du travail en réseau conformément aux dispositions de l'article 71, 5° du décret;
- 6° les moyens mis en œuvre pour favoriser la participation et l'inclusion des personnes handicapées;
- 7° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus pendant l'année;
- 8° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret;
- 9° les perspectives d'évolution du service, en termes d'activités et d'organisation.

Art. 32. Le service communique au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le numéro national, les dates de début et de fin de convention de volontariat des personnes handicapées avec lesquelles il a signé une convention visée à l'article 27.

Le Service PHARE intègre ces informations dans les dossiers individuels des personnes handicapées dont il dispose.

Art. 33. Le service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 15.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 15, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul de la subvention sont transmis au Service PHARE.

Art. 34. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 35. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 50.

Art. 36. Le SPFB fixe les modalités de la transmission des informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — SUBVENTIONS

SECTION 1^{re}. — MODALITES GENERALES D'OCTROI DES SUBVENTIONS

Art. 37. La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif visé à l'article 50.

Art. 38. L'avance mensuelle tient compte de la capacité agréée, de l'évolution du personnel repris à l'article 15 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 33, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Art. 39. Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Art. 40. Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

SECTION 2. — SUBVENTION POUR FRAIS DE PERSONNEL

Art. 41. La subvention annuelle des frais de personnel visé à l'article 15 est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes établies par unité de la capacité agréée du service visée à l'article 20 :

- Personnel de direction : 0,025 équivalent temps plein;
- Personnel administratif et comptable : 0,025 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : secrétaire/assistant-e de direction, comptable, assistant-e comptable ou assistant-e administratif-ve;
- Personnel paramédical, éducatif et technique : 0,2 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : fonctions paramédicales, éducateur-trice classe 1, 2 ou 3, ou technicien-ne classe 1, 2 ou 3.

Le nombre d'emplois subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser 0,5 équivalent temps plein.

Art. 42. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Art. 43. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 41 et 42 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision, des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 102 du décret.

Art. 44. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations, qui étaient d'un trois-quarts ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

- 1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;
- 2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;
- 3° la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application du Plan Tandem.

SECTION 3. — SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX

Art. 45. La subvention annuelle des frais généraux est limitée à 10.000,00 euros auquel est ajouté un montant de 200,00 euros par unité de la capacité agréée du service visée à l'article 20.

Art. 46. La subvention couvre les frais admissibles encourus repris à l'annexe du présent arrêté en rapport avec les missions agréées du service.

Art. 47. Le bénéfice courant annuel du service diminué des dons ne peut dépasser le résultat de la multiplication de 2.000,00 euros par la capacité agréée du service visée à l'article 20. Le surplus est récupéré par le SPFB.

Art. 48. Cette subvention peut couvrir des surcoûts salariaux de membres du personnel dépassant le nombre d'emploi fixé à l'article 41 et pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

SECTION 4. — SUBVENTION POUR LES INDEMNITES VERSEES DANS LE CADRE DU VOLONTARIAT

Art. 49. La subvention annuelle pour les indemnités versées dans le cadre du volontariat correspond à la somme des indemnités éventuellement versées aux personnes handicapées sur base de l'article 26.

SECTION 5. — DOSSIER JUSTIFICATIF DES SUBVENTIONS

Art. 50. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

- 1° en ce qui concerne les frais de personnel :
 - les comptes individuels des travailleurs;
 - l'attestation C 450bis de l'Office national de sécurité sociale;
 - l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel;
 - le décompte définitif de l'assurance-loi;
 - le décompte définitif de la médecine du travail;
 - un tableau récapitulatif des frais de formation du personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût;
- 2° en ce qui concerne les frais généraux :
 - la balance générale;
 - les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital;
 - le grand livre ou historique des comptes généraux;
- 3° en ce qui concerne les bénéfices générés par les activités de production de biens et services :
 - le décompte des matières premières;
 - les frais directs de production;
 - le livre des recettes de production;
 - le bénéfice courant;
 - les dons;
- 4° en ce qui concerne la subvention pour les indemnités éventuellement versées dans le cadre du volontariat : un tableau récapitulatif ventilé par personne handicapée bénéficiaire.

Le SPFVB peut compléter la liste des sollicitées et demander notamment toutes les pièces justificatives qui justifient les écritures comptables.

Art. 51. Le SPFVB vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au service dans les six mois de la réception du dossier justificatif à condition que le dossier soit complet et suffisant. A partir de la date de réception de cette proposition, le service dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du SPFVB est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le SPFVB transmet le décompte définitif de la subvention.

CHAPITRE 5. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 52. Les montants repris dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2018.

A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2018}}$$

Art. 53. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 :

- 1° la section 3 du chapitre 5 du décret;
- 2° l'article 88 du décret;
- 3° pour les services visés à l'article 56 du décret : les articles 70, 71, 72, 74, 75, 77, 95 et 102 du décret;
- 4° le présent arrêté.

Art. 54. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 octobre 2018.

Par le Collège :

La Ministre-Présidente du Collège,
F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

Annexe de l'arrêté 2018/1219 du 18 octobre 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de participation par des activités collectives, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DES FRAIS GENERAUX DES SERVICES DE PARTICIPATION PAR DES ACTIVITES COLLECTIVES

61. SERVICES ET BIENS DIVERS
6110. Soins
61100 Achats de biens pharmaceutiques - produits courants
61101 Achats de petit matériel de soin
61110 Achats de matériel didactique (remboursable)
61111 Achats de matériel didactique (non remboursable)
61130 Locations (y compris charges locatives)
61131 Transports
61150 Achats de petit matériel de cuisine
612. Frais de gestion du personnel
61224. Abonnements aux revues professionnelles et documentation
61260. Frais de secrétariat social extérieur
613. Loyers et charges locatives
61300. Loyers immeubles
61301. Redevances emphytéotiques
61302. Charges locatives immeubles
61303. Location matériel et équipement
614. Energie
61400. Mazout de chauffage
61401. Electricité
61402. Gaz
61403. Eau
615. Entretien et réparations – achats
6152. Terrains et constructions
61520. Nettoyage
61521 Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61522 Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
61530 Entretien et réparations installations techniques
61531 Entretien et réparations installations et équipement de cuisine
61535 Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien (y compris location du petit outillage)
61540 Entretien et réparations mobilier
61541 Entretien et réparations matériel de bureau
61542 Entretien et réparations matériel informatique
616. Entretien et réparations - services extérieurs
6162. Terrains et constructions
61620. Nettoyage
61621. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61622. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
6163. Installations
61630. Entretien et réparations installations techniques
61631 Entretien et réparations installations et équipements de cuisine
61635. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien
61639. Contrôles obligatoires opérés par des tiers

6164. Mobilier et matériel roulant
61640. Entretien et réparations mobilier
61641. Entretien et réparation matériel de bureau
61642. Entretien et réparation matériel informatique
61643 Entretien et réparations matériel roulant
617. Assurances
61701. Assurances et responsabilité civile personnes volontaires et personnel
61702. Assurances vol, incendie et dégâts
61705 Assurances voitures et véhicules de l'institution
61707. Assurances omnium missions
61708. Autres assurances
618. Transports, déplacements
61800 Carburant pour véhicules de service
61801 Locations de véhicules de service
61802. Frais de réunion
61803. Frais de mission (1)
619. Autres frais de gestion générale
6190. Fournitures de bureau
61900. Fournitures de bureau
61901. Fournitures informatiques
61902. Frais de réunions et de réception
6191. Téléphone, fax et frais postaux
61910. Téléphone, fax, internet, minitel
61911. Frais postaux
6192. Rétribution de tiers
61920. Services informatiques extérieurs (autres qu'entretiens et réparations)
61921. Honoraires comptables externes
61923. Honoraires avocats et notaires
61924. Autres honoraires
61926. Publicité, annonces et insertions
61927. Frais d'affiliation à divers organismes
62. REMUNERATIONS, CHARGES SOCIALES ET AUTRES FRAIS DE PERSONNEL (2)
6200. Rémunérations personnel
6210. Cotisations patronales ONSS
6220. Assurance-loi
6231. Chemin du travail
6232. Médecine du travail
63. AMORTISSEMENTS
630. Dotations aux amortissements
6300. Amortissements sur frais de premier établissement
6301. Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles
6302. Dotation aux amortissements sur constructions
6303. Dotation aux amortissements sur installations
6304. Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant
6305. Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires

6306. Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
64. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION
640. Charges fiscales d'exploitation
64000. Précompte immobilier
64010. Taxe sur le patrimoine des ASBL
64030 Taxes de circulation
64040 Taxe et redevances radio-TV
64050. Taxes locales (immondices, égouts, etc.)
65. CHARGES FINANCIERES
650. Charges des dettes
6500. Charges des dettes à long terme
65001. Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés
65002. Charges financières sur dettes à long terme
6501. Charges des dettes à court terme
65010. Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement
65011. Charges financières sur dettes à court terme
656. Charges financières diverses
65600. Frais bancaires
669. Charges sur exercices antérieurs
669031. Rattrapage sur exercices antérieurs
6691. Services et biens divers (à subdiviser comme les comptes 61)
6693. Amortissements (à subdiviser comme les comptes 63)
6694. Autres charges d'exploitation (à subdiviser comme les comptes 64)
6695. Charges financières (à subdiviser comme les comptes 65)

1) : lorsqu'il s'agit de frais de mission en véhicule privé : sur base de l'indemnité kilométrique établie annuellement par le pouvoir public fédéral en application de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

(2) : pour du personnel pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/1219 du 18 octobre 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,
Présidente du Collège
C. FREMAULT,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2018/14663]

18 OKTOBER 2018. — Besluit 2018/1219 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de diensten voor participatie via collectieve activiteiten, dat uitvoering geeft aan afdeling 3 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de persoon met een handicap

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 7, 47, 71, 1ste lid, 3°, 72, 75, 77 en 119;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op dinsdag 12 juni 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van donderdag 21 juni 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van donderdag 21 juni 2018;

Gelet op het advies van de afdeling "personen met een handicap" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op de zitting van maandag 2 juli 2018;

Gelet op het advies van het intrafranstalige Comité inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 19 oktober 2018;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 21 juni 2018;

Gelet op advies nr. 64.178/4 van de Raad van State, gegeven op maandag 24 september 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikels 56 tot 58, en 88;

Op voorstel van het collegelid belast met het beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — ALGEMENE BEPALINGEN EN DEFINITIES

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

- 1° het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;
- 2° de SPFB : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Service Public Francophone bruxellois);
- 3° Het Collegelid : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap;
- 4° de dienst : de dienst voor participatie via collectieve activiteiten zoals bepaald in artikel 56 van het decreet;
- 5° de vzw : de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13° van het decreet, die een dienst voor participatie via collectieve activiteiten inricht;
- 6° het NM-besluit : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling;
- 7° het Plan Tandem : de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan die tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02.

HOOFDSTUK 2. — OPDRACHTEN

Art. 3. De opdracht voor het organiseren van collectieve vrijwilligersactiviteiten van maatschappelijk belang zoals bedoeld in artikel 56, 1° en 3° van het decreet wordt door de dienst uitgevoerd door middel van de volgende acties :

- 1° voltijdse of halftijdse opvang, in dagverblijf, van personen met een handicap en valide personen die samen verschillende activiteiten uitoefenen die de productie van goederen of diensten ten gunste van de maatschappij tot gevolg hebben;
- 2° omkadering op het vlak van techniek, opleiding en onderwijs, aangepast aan de ontwikkelde activiteiten en specifieke kenmerken van de opgevangen personen, met uitzondering van elke medische of paramedische tussenkomst.

Art. 4. De opdracht voor de ontplooiing van de vaardigheden van de persoon met een handicap door diens participatie aan collectieve vrijwilligersactiviteiten zoals bedoeld in artikel 56, 2° en 4° van het decreet, wordt door de dienst uitgevoerd via volgende acties :

- 1° individuele ondersteuning van de persoon met een handicap om uitvoering te geven aan zijn vrijwilligersproject via de aangeboden activiteiten, rekening houdend met zijn wensen en capaciteiten;
- 2° individuele aanpassing van de taken, ontwikkeling van de vaardigheden en toepassing van redelijke inrichtingen;
- 3° opvolging en evaluatie tijdens de periode van de vrijwilligersovereenkomst tussen de persoon met een handicap en de dienst.

HOOFDSTUK 3. — ERKENNINGSNORMEN

AFDELING 1. — KWALITEITSNORMEN

Art. 5. De dienst onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door de overheden georganiseerd worden en verstrekt hen ieder document dat vereist is voor de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 6. In naleving van de bepalingen die in artikel 74 van het decreet bepaald zijn, vermeldt ieder document dat van de dienst afkomstig is de naam van de dienst, de naam van de vzw indien die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de activiteitenzetel, het adres van de maatschappelijke zetel indien die verschillend is, de verleende erkenning en de datum van opstelling van het document.

Art. 7. De dienst geeft de personen met een handicap toegang tot de documenten die voor hen bestemd zijn.

Art. 8. De dienst werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie betreffende de uitvoering van de beginselen van het decreet zoals bedoeld in diens artikel 103.

Art. 9. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de dienst de volgende verzekeringen af :

- 1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder haar verantwoordelijkheid verricht worden, met inbegrip van de externe samenkomsten, en voor de vrijwilligers die ze tewerkstelt;
- 2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;
- 3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

AFDELING 2. — NORMEN IN VERBAND MET DE INFRASTRUCTUUR

Art. 10. De dienst vestigt zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 11. De dienst beschikt over lokalen waar :

- 1° op de plaats van zijn activiteitenzetel de opdrachten die in de artikelen 3 en 4 omschreven zijn, tot stand gebracht kunnen worden;
- 2° een individueel gesprek met een persoon met een handicap verzekerd kan worden, waarbij de vertrouwelijkheid gerespecteerd kan worden.

Art. 12. De dienst verzekert de toegankelijkheid van zijn lokalen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de doelgroep die hij ontvangt.

AFDELING 3. — NORMEN IN VERBAND MET DE ORGANISATIE

Art. 13. De dienst stelt een dienstenplan op. Dit plan verduidelijkt ten minste :

- 1° de waarden waarop de dienstverleningsopdrachten gebaseerd zijn;
- 2° de opdrachten en het doelpubliek van de dienst;
- 3° het dienstenaanbod;
- 4° de beschrijving van de dienst en diens werkingsregels;
- 5° de methoden voor de organisatie van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;
- 6° de sluitingsperiodes van de dienst, zonder meer te bedragen dan 60 werkdagen per jaar;
- 7° de modaliteiten voor de participatie van de personen met een handicap als vrijwilligers, bedoeld in artikel 71, lid 1, 3° van het decreet;
- 8° de modaliteiten voor de participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, lid 1, 4° van het decreet;
- 9° de modaliteiten voor het uitbouwen van een netwerk, bedoeld in artikel 71, lid 1, 5° van het decreet;
- 10° de modaliteiten voor de beoordeling van het geïndividualiseerd project van de personen met een handicap, met inbegrip van hun participatie.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden.

Art. 14. De dienst beschikt over :

- 1° de activiteitentijdsblokken voor personen met en zonder een handicap, verdeeld van maandag tot vrijdag, die ten minste 28 uur per week bedragen. Indien de aard van de activiteit dat rechtvaardigt, worden bepaalde activiteitentijdsblokken in het weekend toegestaan;
- 2° een elektronisch adres, een antwoordapparaat, een mobiele telefoon en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen toelaat een boodschap achter te laten buiten de openingsuren van de dienst;
- 3° een website die regelmatig wordt geüpdatet, die de door de dienst uitgebouwde activiteiten voorstelt en die toegankelijk is voor de doelgroep.

AFDELING 4. — NORMEN IN VERBAND MET HET ONKADERINGSPERSONEEL

Art. 15. De personeelsleden van de dienst stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomaverenisten die worden bepaald in bijlage III van het NM-besluit.

Het multidisciplinaire karakter van het team wordt gegarandeerd.

Art. 16. Iedere bezoldigde functie binnen de dienst is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 17. Bij de eerste aanwerving van een personeelslid beschikt de dienst over een uittreksel uit het strafregister waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. De dienst evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij of zij zich kandidaat stelt mag uitoefenen en neemt daarbij de specifieke kenmerken van de begeleide personen in aanmerking.

Art. 18. De dienst houdt een individueel dossier bij dat voor elk personeelslid toegankelijk is.

Dit dossier bevat ten minste :

- 1° de arbeidsovereenkomst die de dienst en de werknemer aan elkaar verbindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;
- 2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;
- 3° de attesten die anciënniteit aantonen;
- 4° het uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 17;
- 5° de opleidingen die door de werknemer gevolgd zijn sinds zijn of haar aanwerving;
- 6° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 19. De dienst staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden in verband met de uitoefening van de opdrachten bepaald in hoofdstuk 2.

AFDELING 5. — NORMEN IN VERBAND MET DE VRIJWILLIGERS MET EN ZONDER HANDICAP

Art. 20. Elke dienst is erkend voor het vervullen van de opdrachten beschreven in artikels 3 en 4, ten gunste van een maximumaantal vrijwilligers met en zonder handicap die ze tegelijk mag opvangen. Dit maximumaantal is de erkende capaciteit van de dienst.

De minimale erkende capaciteit van een dienst bedraagt 10 vrijwilligers. Dit aantal wordt beperkt tot 5 indien de vzw ook beschikt over een erkenning als dienst voor inclusief wonen of voor aangepast collectief wonen in het kader van het decreet.

De maximale erkende capaciteit van een dienst bedraagt 20 vrijwilligers.

De beslissing tot erkenning die door het College wordt goedgekeurd, preciseert de aard van de uitgevoerde activiteiten.

Art. 21. Van alle vrijwilligers met en zonder handicap die met de dienst een vrijwilligersovereenkomst ondertekend hebben zoals bedoeld in artikel 27, is tussen de 10% en de 30% valide.

Art. 22. De dienst vult elke dag een aanwezigheidslijst in van de vrijwilligers met en zonder handicap. Het gemiddelde maandelijkse aanwezigheidscijfer, berekend op basis van het aantal dagen met activiteiten van de dienst in de beschouwde maand, moet ten minste met 80 % van de erkende capaciteit overeenstemmen.

Art. 23. De persoon met een handicap die nog niet toegelaten voor de tussenkomsten van het decreet kan gebruik maken van de tussenkomsten van de dienst. Hij dient ten laatste binnen de 9 maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de vrijwilligersovereenkomst bedoeld in artikel 27, een toelatingsaanvraag bij de dienst PHARE in.

Gedurende deze periode wordt hij verrekend in de aantallen uit de vorige afdeling.

Art. 24. De tussenkomst van de dienst moet niet het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot tussenkomst die door de persoon met een handicap bij de dienst PHARE ingediend wordt.

AFDELING 6. — NORMEN IN VERBAND MET DE BETREKKINGEN TUSSEN DE DIENST EN DE VRIJWILLIGER MET OF ZONDER HANDICAP

Art. 25. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op. Dit reglement vermeldt ten minste :

- 1° de rechten en plichten van de dienst ten aanzien van de vrijwilliger met of zonder handicap;
- 2° de rechten en plichten van de vrijwilliger met of zonder handicap;
- 3° de evaluatie van het vrijwilligersproject van de vrijwilliger met of zonder handicap, telkens om de 18 maanden;
- 4° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;
- 5° de maatregelen die worden uitgevoerd wanneer een begunstigde de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal met opzet beschadigd wordt;
- 6° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer en van de voorzitter van de raad van bestuur;
- 7° de genomen maatregelen inzake het al dan niet overmaken van een forfaitaire dagvergoeding in toepassing van artikel 26;
- 8° de bepaling die in artikel 29 ingeschreven is;
- 9° de bepalingen in toepassing van artikel 30;
- 10° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de dienst heeft afgesloten;
- 11° de gegevens van de Dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPF.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden en met deelname van de vrijwilligers met en zonder handicap.

Art. 26. De dienst kan aan de vrijwilligers met of zonder handicap een forfaitaire dagvergoeding overmaken op basis van hun aanwezigheidsdagen in het aanwezigheidsregister zoals bedoeld in artikel 22.

Deze vergoeding stemt overeen met het maximumbedrag van de forfaitaire dagvergoeding zoals bepaald door de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, met inachtneming van de modaliteiten voor de uitvoering en het jaarlijks plafond die deze wet voorschrijft.

In deze veronderstelling kan geen enkel ander voordeel aan de vrijwilligers met en zonder handicap toegekend worden.

Art. 27. In het kader van de opdrachten zoals beschreven in artikels 3 en 4 wordt er een schriftelijke vrijwilligersovereenkomst, zoals bepaald door de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, afgesloten en ondertekend tussen de dienst en de vrijwilliger met of zonder handicap.

Deze overeenkomst vermeldt ten minste :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de datum waarop de overeenkomst van kracht wordt en de duur ervan;
- 3° de aard en de beschrijving van de activiteit;
- 4° de plaats van uitvoering van de overeenkomst;
- 5° de uurregelingen van de activiteit;
- 6° de modaliteiten betreffende de storting en het bedrag van de forfaitaire vergoeding die eventueel voor een gepresteerde activiteit wordt toegekend;
- 7° de levering en het onderhoud door de dienst van de specifieke kleding voor de uitvoering van de activiteit;
- 8° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst gewijzigd, aangevuld of opgezegd kan worden;
- 9° de modaliteiten voor de beoordeling van de uitvoering van de overeenkomst; de gehandicapte of valide persoon als vrijwilliger neemt deel aan deze evaluatie;
- 10° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het dienstenproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, zoals bepaald in de artikelen 13 en 25, worden toegelicht en tegen ontvangstbevestiging en ondertekening voor akkoord aan de vrijwilliger met of zonder handicap afgegeven.

Art. 28. In het kader van de opdrachten die in de artikelen 3 en 4 omschreven worden, wordt er op naam van de vrijwilliger met of zonder handicap met wie een overeenkomst ondertekend is een gecentraliseerd individueel dossier geopend.

Dit dossier bevat ten minste :

- 1° de aanvraag en/of het rapport van het eerste gesprek met de persoon;
- 2° de vrijwilligersovereenkomst zoals beschreven in artikel 27;
- 3° de ontvangstbevestiging van het dienstenproject en het huishoudelijk reglement door de vrijwillige persoon bij ondertekening van de vrijwilligersovereenkomst;
- 4° de individuele gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 5° de tabel met de effectieve aanwezigheden van de vrijwilliger bij de dienst;
- 6° de opvolging en evaluaties van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 29. De dienst kan zijn tussenkomsten niet laten afhangen van om het even welke tegenprestatie.

Art. 30. De deelname van de personen met een handicap zoals bepaald in artikel 71, lid 1, 3° van het decreet vertaalt zich in een jaarlijks geïndividualiseerd raadgevend proces dat aangepast is aan de specifieke kenmerken van de personen met een handicap en dat door de dienst bepaald wordt.

AFDELING 7. — NORMEN IN VERBAND MET DE BETREKKINGEN TUSSEN DE DIENST EN DE DIENST PHARE

Art. 31. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE een activiteitenverslag over.

Dit verslag omvat ten minste :

- 1° globale informatie over het aantal vrijwilligers met en zonder handicap die in het kader van de opdrachten bedoeld in de artikelen 3 en 4 opgevangen worden, zoals de leeftijd, het geslacht, de handicap, de woonplaats, de doelstellingen en resultaten;
- 2° het totale aantal effectieve aanwezigheden en het maandelijkse aanwezigheidscijfer, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de vrijwilligers met en zonder handicap;
- 3° de evaluatie van de uitvoering van het dienstenproject bedoeld in artikel 13;
- 4° de opmerkelijke feiten van de activiteit van de dienst;
- 5° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk in overeenstemming met de bepalingen van artikel 71, 5° van het decreet;
- 6° de middelen die ingezet worden om de participatie en de inclusie van personen met een handicap te bevorderen;
- 7° geglobaliseerde gegevens betreffende het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die in de loop van het jaar opgetreden zijn;
- 8° de modaliteiten en de resultaten van de interne evaluatie zoals bedoeld in artikel 102 van het decreet;
- 9° de perspectieven wat betreft de evolutie van de dienst op het vlak van activiteiten en organisatie.

Art. 32. De dienst deelt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar het nationaal nummer, de aanvangs- en einddatum van vrijwilligersovereenkomsten van personen met een handicap met wie hij een overeenkomst, bedoeld in artikel 27, ondertekend heeft, mee.

De dienst PHARE neemt deze informatie in de individuele dossiers van de personen met een handicap waarover hij beschikt, op.

Art. 33. De dienst brengt de Dienst PHARE binnen de vijftien dagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het personeel bedoeld in artikel 15.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 15 maakt de dienst binnen de vijftien dagen vanaf zijn aanwerving de kopie van diens arbeidsovereenkomst, evenals ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit aan de Dienst PHARE, over. Enkel de elementen die onmisbaar zijn voor de berekening van de subsidie worden aan de Dienst PHARE bezorgd.

Art. 34. Wat betreft het bijhouden van de rekeningen stemt het boekjaar overeen met het kalenderjaar.

De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar zijn rekeningen en balans, zoals die bij de Nationale Bank van België en bij de Griffie van de Handelsrechtbank neergelegd zijn, aan dienst PHARE over. In het laatste geval wordt het bewijs van indiening bijgevoegd.

Art. 35. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE het verantwoordingsdossier voor de subsidies, bedoeld in artikel 50, over.

Art. 36. De SPFB stelt de modaliteiten voor de overdracht van de informatie bedoeld in dit hoofdstuk vast.

HOOFDSTUK 4. — SUBSIDIES

AFDELING 1. — ALGEMENE MODALITEITEN VOOR DE TOEKENNING VAN DE SUBSIDIES

Art. 37. De aan een erkende dienst verschuldigde subsidie is jaarlijks.

Ze wordt gestort onder de vorm van maandelijkse voorschotten, en dit ten laatste op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend.

Ze wordt door de SPFB vereffend na onderzoek van het verantwoordingsdossier bedoeld in artikel 50.

Art. 38. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende capaciteit, de evolutie van het personeel uit artikel 15 wat betreft het aantal, de functie, de anciënniteit en de prestaties binnen de grenzen vastgelegd in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Bij het overschrijden van de in artikel 33, lid 2 vastgestelde termijn zal bij de berekening van de maandelijks voorschotten pas op de eerste dag van de maand volgend op de ontvangst van de documenten rekening gehouden worden met de wijziging van het personeel.

Art. 39. Wanneer de SPFB vaststelt dat de aan de dienst gestorte maandelijks voorschotten hoger zijn dan de jaarlijks verschuldigde subsidies, dan wint hij het teveel aan ontvangen voorschotten over een periode van maximaal 12 maanden terug na overleg met de directie van de dienst via compensatie met de volgende maandelijks voorschotten die gestort worden voor het lopende jaar.

Deze terugwinning kan uitzonderlijk en op vraag van de dienst van voorwaarden en termijnen afhankelijk gesteld worden. De SPFB stelt een aflossingsplan op.

Art. 40. Wanneer de SPFB vaststelt dat het teveel aan voorschotten die door de dienst ontvangen zijn, voortkomt uit bewust verkeerde informatie die door de dienst bezorgt werd of uit zware beheersfouten, dan krijgt de SPFB het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In deze veronderstelling bezorgt de SPFB aan het Collegelid een voorstel voor de opstart van de procedure tot intrekking van de vergunning.

AFDELING 2. — SUBSIDIE VOOR PERSONEELSKOSTEN

Art. 41. De jaarlijkse subsidie van de personeelskosten bedoeld in artikel 15 is op elk moment van het jaar beperkt tot de volgende normen, bepaald op basis van de erkende capaciteit van de dienst zoals bedoeld in artikel 20 :

- Directiepersoneel : 0,025 voltijds equivalent;
- Administratief en boekhoudkundig personeel : 0,025 voltijds equivalent, waaronder de volgende functies : secretaris/secretaresse/directieassistent(e), boekhouder, boekhoudkundig of administratief assistent(e);
- Paramedisch, opvoedend en technisch personeel : 0,2 voltijds equivalent, waaronder de volgende functies : paramedische functies, opvoeder van klasse 1, 2 of 3, of technicus van klasse 1, 2 of 3.

Het aantal gesubsidieerde tewerkstellingen voor werknemers die houder zijn van een mastertitel, mag niet hoger liggen dan 0,5 voltijds equivalent.

Art. 42. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en is beperkt tot de berekening die gemaakt wordt op basis van de barema's die in bijlage I NM van het NM-besluit vastgesteld zijn, en bevat de werkgeverslasten en andere voordelen die in bijlage V NM van het NM-besluit vastgesteld zijn op basis van de anciënniteit die in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgesteld is.

De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit.

Art. 43. Een subsidie die overeenstemt met maximaal 1 percent van de subsidie die in toepassing van artikels 41 en 42 berekend wordt, wordt toegekend om de verantwoorde kosten inzake opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen bovendien kosten voor supervisie zijn, kosten van de evaluatie voor intern gebruik, zoals bedoeld door artikel 102 van het decreet.

Art. 44. De subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde is van het Plan Tandem, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij of zij presteerde voordat hij of zij zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties van een driekwart-tijds of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

De volgende kosten en bijdragen worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is :

- 1° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;
- 2° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;
- 3° de bijdrage die in toepassing van het Plan Tandem gestort wordt aan het Sociaal Fonds "Old Timer".

AFDELING 3. — SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN

Art. 45. De jaarlijkse subsidie voor algemene kosten is beperkt tot 10.000,00 euro, waar een bedrag van 200,00 euro per eenheid van de erkende capaciteit van dienst, zoals bedoeld in artikel 20, bovenop komt.

Art. 46. De subsidie dekt de gemaakte toelaatbare kosten die in bijlage van dit besluit opgenomen zijn en met de erkende opdrachten van de dienst te maken hebben.

Art. 47. De jaarlijkse lopende winst van de dienst, verminderd met de giften, mag niet hoger liggen dan het resultaat van de vermenigvuldiging van 2.000,00 met de erkende capaciteit van dienst zoals bedoeld in artikel 20. Het resterende bedrag wordt door de SPFB teruggevorderd.

Art. 48. Deze subsidie kan de meerkosten dekken van de lonen van personeelsleden die de in artikel 41 vastgestelde functies overschrijden en gedeeltelijk door een andere overheid ten laste worden genomen.

*AFDELING 4. — SUBSIDIE VOOR DE VERGOEDINGEN DIE IN HET KADER
VAN DE VRIJWILLIGER OVERGEMAAKT WORDEN*

Art. 49. De jaarlijkse subsidie voor de vergoedingen die in het kader van de vrijwilliger overgemaakt worden, stemt overeen met de som van de vergoedingen die mogelijk op basis van artikel 26 overgemaakt worden aan de personen met een handicap.

AFDELING 5. — VERANTWOORDINGSDOSSIER VOOR DE SUBSIDIES

Art. 50. Het verantwoordingsdossier bevat volgende stukken :

- 1° wat betreft de personeelskosten :
 - de individuele rekeningen van de werknemers;
 - het attest C 450bis van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
 - het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
 - de eindafrekening van de wetsverzekering;
 - de definitieve eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
 - een samenvattende tabel met de opleidingskosten voor het personeel, met vermelding van het betrokken personeel, de aard van de gevolgde opleidingen en hun kostprijs;
- 2° wat betreft de algemene kosten :
 - de algemene balans;
 - de tabellen met afschrijvingen van de vaste activa en van de giften en subsidies in kapitaal;
 - het grootboek of de historiek van de algemene rekeningen;
- 3° wat betreft de winst uit de activiteiten voor de productie van goederen en diensten :
 - de afrekening van de grondstoffen;
 - de rechtstreekse productiekosten;
 - het boek met productie-inkomsten;
 - de lopende winst;
 - de giften;
- 4° wat betreft de subsidie voor de vergoedingen die mogelijk overgemaakt worden in het kader van de vrijwilligers : een samenvattende tabel met een verdeling per begunstigde persoon met een handicap.

De SPFB kan de lijst aanvullen met gevraagde stukken en kan met name alle verantwoordingsstukken die de boekhoudkundige documenten verantwoorden opvragen.

Art. 51. De SPFB controleert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt binnen de zes maanden na de ontvangst van het dossier met verantwoordingsstukken een voorstel van beslissing voor aan de dienst, op voorwaarde dat het dossier volledig en voldoende is. Vanaf de datum van ontvangst van dit voorstel beschikt de dienst over een termijn van zes weken om zijn opmerkingen mee te delen. Bij gebrek aan antwoord binnen deze termijn wordt het voorstel van de SPFB als aanvaard beschouwd.

Binnen een termijn van zes weken volgend op de datum van ontvangst van deze opmerkingen maakt de SPFB de definitieve afrekening van de subsidie over.

HOOFDSTUK 5. — SLOTBEPALINGEN

Art. 52. De in dit besluit opgenomen bedragen zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2018.

Vanaf 1 januari 2020 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2018}}$$

Art. 53. Treden in werking op 1 januari 2019 :

- 1° afdeling 3 van hoofdstuk 5 van het decreet;
- 2° artikel 88 van het decreet;
- 3° voor de diensten bedoeld in artikel 56 van het decreet : de artikelen 70, 71, 72, 74, 75, 77, 95 en 102 van het decreet;
- 4° dit besluit.

Art. 54. Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 18 oktober 2018.

Vanwege het college :

De Minister-president van het College,
F. LAANAN

De Minister, Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT

Bijlage bij het besluit 2018/1219 van 18 oktober 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de diensten voor participatie via collectieve activiteiten, dat uitvoering geeft aan afdeling 3 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de persoon met een handicap

TOELAATBARE UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE ALGEMENE KOSTEN VAN DE DIENSTEN VOOR PARTICIPATIE VIA COLLECTIEVE ACTIVITEITEN

61. DIENSTEN EN DIVERSE GOEDEREN
6110. Zorgen
61100 Aankopen van farmaceutische producten - courante producten
61101 Aankopen van klein verzorgingsmateriaal
61110 Aankopen van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)
61111 Aankopen van didactisch materiaal (niet-terugbetaalbaar)
61130 Huren (met inbegrip van huurlasten)
61131 Transporten
61150 Aankopen van klein keukenmateriaal
612. Personeelsbeheerkosten
61224. Abonnementen op professionele magazines en documentatie
61260. Kosten extern sociaal secretariaat
613. Huur en huurlasten
61300. Huur gebouwen
61301. Erfpachten
61302. Huurlasten gebouwen
61303. Huur materiaal en uitrusting
614. Energie
61400. Stookolie verwarming
61401. Elektriciteit
61402. Gas
61403. Water
615. Onderhoud en herstellingen - aankopen
6152. Terreinen en constructies
61520. Schoonmaak
61521 Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61522 Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
61530 Onderhoud en herstellingen technische installaties
61531 Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting
61535 Onderhoud en herstellingen materiaal en uitrusting voor onderhoud (met inbegrip van huur van kleine instrumenten)
61540 Onderhoud en herstellingen meubilair
61541 Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61542 Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
616. Onderhoud en herstellingen - externe diensten
6162. Terreinen en constructies
61620. Schoonmaak
61621. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61622. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
6163. Installaties
61630. Onderhoud en herstellingen technische installaties
61631 Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting

61635. Onderhoud en herstellingen onderhoudsmateriaal en -instrumenten
61639. Verplichte controles uitgevoerd door derden
6164. Meubilair en rollend materieel
61640. Onderhoud en herstellingen meubilair
61641. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61642. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
61643. Onderhoud en herstellingen rollend materieel
617. Verzekeringen
61701. Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid vrijwilligers en personeel
61702. Verzekeringen diefstal, brand en schade
61705. Verzekeringen auto's en voertuigen van het instituut
61707. Omniumverzekeringen opdrachten
61708. Andere verzekeringen
618. Vervoer, verplaatsingen
61800. Brandstof voor dienstvoertuigen
61801. Huur dienstvoertuigen
61802. Vergaderkosten
61803. Kosten voor missies (1)
619. Andere algemene beheerskosten
6190. Kantoorbenodigdheden
61900. Kantoorbenodigdheden
61901. Informaticabenodigdheden
61902. Kosten voor vergaderingen en recepties
6191. Telefoon, fax en kosten in verband met postdiensten
61910. Telefoon, fax, internet, minitel
61911. Portkosten
6192. Honorering van derden
61920. Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstelling)
61921. Honoraria externe boekhouders
61923. Honoraria advocaten en notarissen
61924. Andere honoraria
61926. Reclame, aankondigingen en advertenties
61927. Lidmaatschapskosten van verschillende instellingen
62. VERGOEDINGEN, SOCIALE LASTEN ANDERE PERSONEELSKOSTEN (2)
6200. Bezoldigingen van het personeel
6210. Werkgeversbijdragen RSZ
6220. Wetsverzekering
6231. Weg naar en van het werk
6232. Arbeidsgeneeskunde
63. AFSCHRIJVINGEN
630. Dotaties afschrijvingen
6300. Afschrijvingen op kosten eerste vestiging
6301. Dotatie afschrijvingen immateriële activa
6302. Dotatie afschrijvingen bouwwerken
6303. Dotatie afschrijvingen installaties

6304. Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel
6305. Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten
6306. Dotatie afschrijvingen andere materiële activa
64. ANDERE EXPLOITATIELASTEN
640. Fiscale bedrijfslasten
64000. Onroerende voorheffing
64010. Belasting op het patrimonium van de VZW
64030 Verkeersbelasting
64040 kijk- en luistergeld
64050. Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)
65. FINANCIËLE LASTEN
650. Financiële lasten op schulden
6500. Lasten op langetermijnschulden
65001. Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld
65002. Financiële lasten op langetermijnschulden
6501. Lasten op kortetermijnschulden
65010. Interesten voor leningen ingevolge vertragingen subsidies
65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden
656. Diverse financiële lasten
65600. Bankkosten
669. Lasten op vorige boekjaren
669031. Inhalingen op vorige boekjaren
6691. Diensten en diverse goederen (onder te verdelen als de rekeningen 61)
6693. Afschrijvingen (onder te verdelen als de rekeningen 63)
6694. Andere bedrijfslasten (onder te verdelen als de rekeningen 64)
6695. Financiële lasten (onder te verdelen als de rekeningen 65)

(1) : wanneer het gaat om dienstreiskosten met privévoertuig : op basis van de kilometervergoeding die jaarlijks door de federale overheid vastgesteld wordt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

(2) : voor personeel dat gedeeltelijk door een andere overheid ten laste wordt genomen.

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit 2018/1219 van 18 oktober 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

F. LAANAN,
Voorzitster van het College

C. FREMAULT,

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap